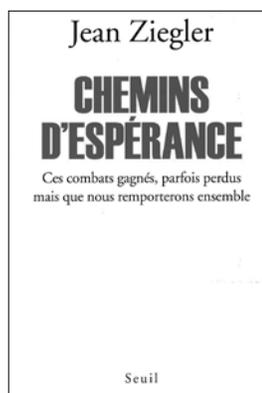


Jean ZIEGLER
Chemins d'espérance.
Ces combats gagnés, parfois perdus,
mais que nous remporterons
ensemble
 (Seuil, 2016, 266 p., 20 €)



174

Ce beau livre du sociologue suisse Jean Ziegler, vice-président du comité consultatif du Conseil des droits de l'homme de l'Onu, retrace une vie d'engagement au service des droits des peuples et de l'aide au développement. Au fil des chapitres, écrits sur le ton du récit de souvenirs, de la confiance, l'auteur brosse les portraits de personnalités qui l'ont marqué, comme la Canadienne Louise Arbour, haut-commissaire des Nations unies aux droits de l'homme de 2004 à 2008, ou l'Anglais Guy Rider, l'actuel directeur général de l'Organisation internationale du travail (OIT).

Homme engagé (la publication de son livre *La Suisse lave plus blanc* en 1990, dénonçant le blanchiment de l'argent de la drogue en Suisse, lui a valu de recevoir des menaces de mort), Jean Ziegler n'hésite

pas à exprimer dans ce livre des opinions tranchées, ce qui contraste avec la langue de bois habituellement pratiquée par les agents onusiens.

Il relate son travail au comité consultatif du conseil des droits de l'homme de l'Onu, une instance rassemblant 18 experts, dans le cadre de laquelle il a notamment enquêté sur les activités des fonds voutours, fonds d'investissement spéculatifs, enregistrés dans des paradis fiscaux et spécialisés dans le rachat de dettes bien en dessous de leur valeur nominale, pour engranger des profits maximaux. Ces fonds, explique-t-il, échappent à tout contrôle public et sont responsables de la ruine de milliers de gens, en Argentine et ailleurs.

Jean Ziegler a aussi été rapporteur spécial des Nations unies pour le droit à l'alimentation entre 2000 et 2008. À ce

poste, il a contribué à l'action, qu'il juge utile et importante, du programme alimentaire mondial (PAM) de l'Onu, qui a nourri en 2015 91 millions de personnes dans le monde. Le PAM, longtemps dirigé par le biologiste tunisien Daly Belgasmi, auquel Jean Ziegler rend hommage ici, gère des dépôts alimentaires d'urgence sur les cinq continents et sauve ainsi de nombreuses vies. Jean Ziegler a ainsi en 2002 rédigé un rapport pour le PAM sur la sous-alimentation dans les territoires occupés palestiniens.

Jean Ziegler rappelle aussi la création du Fonds international pour le développement agricole (FIDA), une instance de l'Onu créée en 1973 en marge de la guerre du Kippour : Kissinger aurait proposé aux États arabes son intervention pour stopper l'avancée des blindés israéliens, en échange d'un financement des pays arabes pour alimenter ce nouveau fonds, dédié à l'aide aux petits paysans dans le monde.

L'auteur évoque également le travail des inspecteurs et inspectrices de l'Organisation internationale du travail (OIT) qui parcourent la planète pour veiller à l'application des 191 conventions internationales signées par les États membres,

par exemple contre le travail forcé et l'exploitation des enfants.

Il dénonce la forte influence des États-Unis à l'Onu : il estime que la CIA et le département d'État exercent un contrôle, un droit de regard sur tous les recrutements à un certain niveau dans les instances onusiennes (p. 115-116), et déplore que les États-Unis, par leurs généreuses contributions extrabudgétaires, aient ainsi le pouvoir d'orienter les actions de l'Onu dans le sens qu'ils souhaitent. Il estime que « l'ensemble du corps dirigeant du haut-commissariat [aux réfugiés] est ainsi aux mains du Département d'État ».

Pointant les dysfonctionnements et fragilités de l'Onu, il dénonce le travail de sape opéré par les États-Unis pour affaiblir l'Onu : en effet, les États-Unis ont refusé de ratifier nombre de textes importants de cette organisation, comme la Convention internationale sur les droits de l'enfant de 1989, ou encore le statut de 1998 fondant la Cour pénale internationale, qu'ils critiquent. Ziegler estime qu'Henry Kissinger, fervent partisan de l'unilatéralisme et opposant à l'idéal multilatéraliste représenté par l'Onu, est « un criminel de guerre », ayant été notamment « le plus fidèle et efficace protecteur des dictatures

sanguinaires » en Amérique latine dans les années 1960-1970 (p. 101).

Évoquant le rôle croissant des ONG au sein de l'Onu, il appelle à la vigilance envers les « GONGO » (*Government-Organized Non-Governmental Organizations*), c'est-à-dire des ONG créées par leur gouvernement pour masquer leurs crimes et promouvoir leurs causes.

Jean Ziegler pointe la grave crise dans laquelle se trouve l'Onu aujourd'hui. Les États, en 1945 souverains, et l'Onu qui est la réunion des 193 États, sont de plus en plus marginalisés par les oligarchies financières ; en effet, aujourd'hui plusieurs multinationales, comme Microsoft, sont bien plus riches et puissantes que des États. Les États ont perdu leur souveraineté. Jean Ziegler appelle à la renaissance de l'Onu, qu'il perçoit aujourd'hui comme « moribonde ».

Ziegler précise aussi que les États-Unis, la Grande-Bretagne, l'Australie et d'autres États libéraux ont rejeté ses rapports et recommandations, notamment sur le droit à l'alimentation, car ces États « ne reconnaissent toujours pas l'existence des droits de l'homme économiques, sociaux et culturels. Seuls existent pour eux les droits de l'homme

civils et politiques ». Cette distinction entre deux types de droits de l'homme est héritée de la guerre froide : en 1966, les États communistes et capitalistes échouant à s'accorder sur une vaste déclaration commune des droits, l'Onu a adopté deux « pactes » séparés, le « pacte pour les droits civils et politiques », promu par les pays occidentaux, et le « pacte pour les droits économiques et sociaux », promu par le bloc de l'Est.

Il n'hésite pas à dénoncer les États qui dérogent aux règles de l'Onu, comme le Qatar, qui viole en permanence à peu près toutes les conventions de l'OIT (p. 15), et l'Arabie Saoudite, qui pratique la charia, la torture, etc. et qui est pourtant « protégée par la France, qui lui livrera en 2016 pour 15 milliards d'euros de bombardiers, de fusées et de canons... que Riyad utilisera pour massacrer des hommes, des femmes et des enfants au Yémen et au Bahreïn » (p. 78). Il critique aussi l'Union européenne pour être en train de liquider le droit d'asile, qui avait été mis en place par la Convention de Genève de 1951 et élaboré par l'Onu.

Enfin, plus grave encore, Ziegler dénonce l'inaction, criminelle à ses yeux, de l'Onu dans le génocide du Rwanda

NOTES DE LECTURE

en 1994-1995, alors que des casques bleus étaient sur place. « Les ordres [de ne pas agir] venaient de New York, du Conseil de sécurité » (p. 108). Il s'indigne de la complicité qu'aurait eue, dit-il, la France dans ce génocide. Il dénonce de même l'inaction de l'Onu pour empêcher le massacre des civils à Srebrenica en ex-Yougoslavie en 1995.

Il voit dans la période actuelle une « troisième guerre mondiale » qui a selon lui commencé depuis longtemps, causée par l'appétit insatiable des oligarchies capitalistes qui dépouillent les peuples, notamment les peuples du Sud, de leurs richesses. Révolté par les inégalités Nord-Sud, Jean Ziegler rappelle que les pays pauvres versent annuellement

aux classes dirigeantes des pays riches beaucoup plus d'argent qu'ils n'en reçoivent d'elles. Il appelle l'Onu à agir davantage encore pour réduire les inégalités dans le monde : aujourd'hui, 1 % des personnes les plus riches de la planète possèdent plus que les 99 % restants !

La lecture de ce beau livre de souvenirs et de réflexion éclaire sur de nombreux points qui sont souvent peu abordés sur l'histoire des Nations unies et les relations économiques internationales et fait partager au lecteur l'envie de voir l'Onu renaître de son marasme et assurer enfin efficacement la mission pour laquelle elle a été créée : la paix, le progrès social et l'amélioration des conditions de vie dans le monde.

CHLOÉ MAUREL

177